



Arrêté n° 2021-585
prescrivant diverses mesures visant à lutter
contre la propagation du covid-19

Le préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-12 et suivants et L. 3136-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- Vu** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 7 novembre 2019 portant nomination de Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE en qualité de Préfet des Ardennes ;
- Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié par le décret n°2021-1432 du 3 novembre 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2021 – 347 du 17 juin 2021 prescrivant diverses mesures complémentaires visant à lutter contre la propagation de la Covid-19 ;
- Vu** la consultation des exécutifs locaux et des parlementaires concernés dans le département des Ardennes ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant que le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ; que par suite, il est nécessaire de prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation, propices à la circulation du virus ;

Considérant que les dispositions du II de l'article 1 du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021

susvisé habilite le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que les rassemblements, réunions ou activités sur la voie et l'espace publics tels que les marchés ouverts, brocantes et ventes au déballage, les files d'attente et les manifestations diverses ne permettent pas toujours par nature le respect de la distanciation physique prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé du fait de la densité de population ou des contacts prolongés qu'ils entraînent ;

Considérant par ailleurs que les rassemblements, réunions ou activités dans les établissements recevant du public ne permettent pas toujours le respect de la distanciation physique prévue par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé ;

Considérant la hausse significative du taux d'incidence et du taux de positivité de la Covid-19 dans les Ardennes ;

Considérant que l'intérêt de santé publique justifie de prendre les mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il résulte de ces circonstances et de ce qui précède, et dans le seul objectif de santé publique, que le port du masque doit être obligatoire pour tous les événements générateurs de regroupements sur la voie publique, ainsi que dans tous les établissements recevant du public, y compris ceux pour lesquels l'accessibilité est conditionnée par la présentation du passe sanitaire prévu à l'article 2 du décret du 1^{er} juin 2021 susvisé, afin de limiter les contaminations ;

Considérant que la consommation d'alcool, de par son effet désinhibant, est un facteur favorisant la formation de rassemblements spontanés sur la voie publique, sans respect des mesures barrières et de distanciation sociale, donc présentant un risque de contamination à la Covid 19 ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 17 novembre 2021 à 00h00 et jusqu'au 17 décembre 2021 inclus, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus dans le département des Ardennes dans les cas détaillés aux articles 2 et 3.

Article 2 : Le port du masque en extérieur est obligatoire dans les espaces publics caractérisés par une forte concentration de personnes, dès lors que la distanciation physique ne peut être respectée dans les lieux et/ou activités identifiées ci-dessous :

- sur les marchés, brocantes, vide-greniers, ventes au déballage ;
- dans les manifestations festives, sportives, culturelles et revendicatives (par exemple les fêtes communales, fêtes foraines, festivals, foires commerciales,

- spectacles de rue, feux d'artifice, etc.) ;
- dans les files d'attente ;
- aux abords des gares et les abris de bus ;
- aux abords des principaux centres commerciaux (les samedis), des établissements scolaires (aux horaires d'entrées et sorties des élèves) et des lieux de culte (aux horaires d'entrée et sortie des offices religieux).

Article 3 : Le port du masque en intérieur est obligatoire, y compris lorsque l'accès à ces lieux est soumis à la présentation du passe sanitaire, **dans les ERP de type L, X, P, N, S, Y, T, CTS :**

- salles des fêtes, salles polyvalentes, salles d'audition, de conférences, de réunions de quartiers et chapiteaux ;
- bibliothèques et médiathèques ;
- musées et salles d'exposition temporaires ;
- cinémas, théâtres, salles de concert et salles de spectacle ;
- établissements sportifs couverts, sauf lors de la pratique d'une activité physique ou sportive ;
- établissements accueillant des activités de loisirs en intérieur (escape game, paintball, etc.) ;
- discothèques et salles de danse ;
- salles de jeux, casinos et bowlings ;
- établissements de culte lorsqu'ils accueillent des activités culturelles ;
- bars, restaurants et hôtels, lors des déplacements à l'intérieur de ces établissements.

Article 4 : Le port du masque ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation, ainsi qu'aux personnes pratiquant une activité sportive.

Article 5 : La vente à emporter de boissons alcoolisées ainsi que leur consommation sur la voie publique et dans les espaces publics sont interdites entre 20h00 et 8h00.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n° 2021-du 17 juin 2021 prescrivant diverses mesures complémentaires visant à lutter contre la propagation de la Covid-19 est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Ardennes, les maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Charleville-Mézières, le **15 NOV. 2021**

Le Préfet,


Jean-Sébastien LAMONTAGNE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.